

Penser l'après-capitalisme, un chantier en cours¹

Jean-Marie Harribey

En cette rentrée 2010, trois livres pour dire le constat que le capitalisme est insupportable et dessiner un « après ».

Pour Bernard Maris, *Marx, ô Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ?* (Paris, Éd. Les Échappés, 2010), l'œuvre de Marx est parfaite pour comprendre comment fonctionne le capitalisme : l'exploitation, l'accumulation, la concentration du capital et des richesses, la mondialisation, la marchandisation, la tendance périodique à la baisse du taux de profit et donc les crises. « Marx n'a commis aucune erreur sur le fonctionnement du capitalisme. Il reste le meilleur, le plus grand des économistes. » (p. 119). « La crise qui secoue le monde depuis 2007 relève parfaitement du schéma marxiste. Elle en est même un modèle du genre. Marx l'eût adorée et en eût donné une explication lumineuse. » (p. 136).

Mais, malheureusement, « Marx a tout expliqué à la perfection, et s'est complètement trompé sur ses conclusions. [...] Mais là où il nous abandonne, nous laisse en plan, au bord du chemin de l'histoire, c'est aujourd'hui, au moment où la paupérisation et le saccage du monde ne débouchent absolument sur rien, sauf sur plus de saccage et d'inhumanité. » (p. 119).

Il y a un paradoxe dans ce livre : l'écart entre le caractère jubilatoire du rappel d'une critique radicale, sans aucune concession, du capitalisme, écrite avec une verve que l'auteur du *Capital* n'aurait pas désavouée, et puis un sentiment d'accablement car il ne reste que la « laideur » (p. 111) du capitalisme et l'« absence » (p. 139) du prolétaire. Eh, Tonton Bernard, Grand-père Karl t'a abandonné, mais tu l'as bien cherché. Tu aurais dû faire attention à ne pas te contredire car tu sais combien Grand-père était expert ès contradictions : tu nous dis que le prolétaire est absent et pourtant « la crise annonce donc le retour de la lutte des classes » (p. 137). Qui cette lutte opposerait-elle si l'un des protagonistes avait ainsi disparu ? Et puis, Tonton, si tu veux que « la pulsion de vie triomphe sur celle de mort » (p. 153), ne faudrait-il pas que tu aperçoives un peu la floraison de roses à travers leurs épines ?

De lutte des classes, il n'est pas trop question dans le livre de Geneviève Azam, *Le temps du monde fini, Vers l'après-capitalisme* (Paris, Les liens qui libèrent, 2010). Ou, plutôt, l'auteur explore une problématique de construction de l'unité entre la lutte sociale et la lutte pour la préservation de la « Terre-Mère ». En prenant comme titre de son livre la phrase célèbre de Paul Valéry écrite en 1931, elle produit un essai qui resitue les limites de la planète. Celles-ci rendent impossible la généralisation d'un mode de production-consommation tel que celui qui s'est imposé, sous l'impulsion d'un capitalisme aujourd'hui planétaire et avec l'assentiment, au cours du vingtième siècle, des mouvements « progressistes » qui voyaient dans le développement infini des « forces productives » le chemin de l'émancipation.

Ce diagnostic est aujourd'hui partagé par tous ceux qui ont pris conscience de la question écologique et l'ambition de Geneviève Azam est ailleurs : elle tente d'élaborer un concept opposé à celui d'appropriation généralisée, les « nouvelles enclosures » qui excluent les populations du « commun ». Enfermer les conditions de l'accumulation du capital à une échelle toujours plus grande dans le cercle de la propriété privée, telle a été la constante de l'histoire du capitalisme. Face à la crise globale du système, préserver et promouvoir les biens

¹ Le commentaire du livre de Geneviève Azam a été publié de manière séparée dans *L'Humanité* du 28 septembre 2010.

communs deviennent alors cruciaux. Or nous ne disposons pas encore hélas du cadre conceptuel pour les penser.

Ce livre comble-t-il ce manque ? « Les biens sont dits "communs" lorsqu'ils sont considérés comme non appropriables, soit parce qu'ils sont un don, soit parce qu'ils sont une œuvre commune, fruit d'une histoire collective. » Mais cette distinction entre les biens « naturels » et les « institutions » (p. 163-164) est-elle opératoire puisque « leur [celle des biens naturels] conservation relève d'un choix politique qui en *établirait* le caractère inaliénable » (p. 176, souligné par moi). Le caractère de « commun » de ces types de biens relève donc pour tous les deux d'une décision politique. La réfutation des critères économiques habituels s'émousse alors puisque la politique vise à « assurer la non-concurrence des initiatives locales » (p. 186) qui rappelle la « non-rivalité » des économistes. Pour beaucoup d'économistes en effet, cette non-rivalité est intrinsèque à certains biens, ce qui impose l'intervention de l'État ; pour Geneviève Azam aussi, ils sont « communs de manière intrinsèque » (p. 176). Nous ne sommes donc qu'au début d'un chantier intellectuel et politique.

Un chantier qui concerne tous les habitants de la planète, au Nord comme au Sud. Et il se pourrait bien que ceux du Sud soient d'une aide majeure pour faire éclore cette compréhension de la nécessité de préserver le lien de l'humanité avec la Terre qu'elle habite : « N'avons-nous pas à redéfinir un contrat social qui inclue les devoirs vis-à-vis de la Terre, qui trace les limites entre ce que nous savons faire et ce que nous ne devons pas faire ? » (p. 168). Devant « un ordre économique [...] qui s'écroule sur lui-même, [...] les sociétés ne sont pas passives. [...] Les résistances sont des fragments d'une autre histoire, des bourgeons d'utopie concrètes sur une Terre vue de la Terre. » (p. 204). On sort donc d'une « nécessité historique pour retrouver la démocratie » (p. 206).

Daniel Tanuro offre avec *L'impossible capitalisme vert* (Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2010) une réfutation systématique de l'hypothèse d'un capitalisme vert, quelles que soient ses variantes, croissance verte ou *Green New Deal*. Cette hypothèse est souvent mise en avant par les tenants du capitalisme face à la crise de celui-ci et notamment face au dérèglement du climat que le système provoque inexorablement. L'auteur, très au fait des contributions scientifiques rassemblées dans les rapports du GIEC, en propose une synthèse très actuelle après l'échec de la Conférence de Copenhague. L'origine anthropique du réchauffement de la planète est à peu près certaine, mais cela mérite d'y regarder de plus près.

Ainsi, parce que le dérèglement du climat est inséparable de la logique capitaliste, Daniel Tanuro s'inscrit dans le courant théorique et politique de l'écosocialisme. Une fois l'utopie de développement illimité des forces productives abandonnée, comment concilier la dignité de tous les humains dont les besoins essentiels seraient satisfaits et l'abandon du productivisme ? « C'est le casse-tête du siècle. » (4^e de couverture). On ne pourra pas y parvenir par le biais de critères marchands, dont le marché des droits à polluer est la caricature. « La "question sociale" a dominé le XIX^e et le XX^e siècle. Le XXI^e sera dominé par la question écosociale. [...] Du coup, la conception même de la liberté n'échappe pas à un examen. Car accepter les limites naturelles, respecter les cycles et les rythmes écologiques revient en fin de compte à accepter les limites de l'émancipation possible par rapport au travail, les limites de l'augmentation de la productivité. Donc aussi les limites de la liberté humaine. » (p. 21).

Pour concilier ces deux objectifs, les besoins humains et l'écologie, il faut miser sur les immenses réserves d'énergies renouvelables. Contrairement à l'opinion répandue, l'erreur de Marx n'est pas d'avoir « récusé toute idée de limite des ressources » (p. 269), mais d'avoir ignoré « le passage d'un combustible renouvelable, produit de la conversion photosynthétique

du flux solaire, le bois, à un combustible de stock, produit de la fossilisation du flux solaire et par conséquent épuisable à l'échelle des temps, le charbon.» (p. 272-273). Depuis de nombreuses années, Daniel Tanuro propose une vision écologique d'un marxisme original, de façon à retenir le « schéma cyclique évolutif », qui pose « les fondements d'une authentique pensée socio-écologique », et à abandonner le « schéma linéaire » (p. 274) qui a jusqu'ici prévalu.

Avec ce livre, Daniel Tanuro fait à la fois œuvre théorique et politique. Théorique parce qu'il explique que croire en un capitalisme vert revient à croire en un capitalisme « dans lequel la loi de la valeur n'aurait plus cours, ce qui est une contradiction dans les termes » (p. 218-219). Politique parce qu'il esquisse les contours de ce que pourrait être « une transition planifiée consciemment et démocratiquement » (p. 301). Il nous restera collectivement à construire les bases des alliances sociales capables de l'entreprendre.

Ces trois livres ont un point commun : l'intégration à la question marxienne – le refus de l'exploitation – de la question écologique ou vice versa. La déclinaison de cette intégration diffère sensiblement chez les trois auteurs. Cette diversité est nécessaire pour ne pas enfermer l'après-capitalisme dans une vision réductrice. Finalement, puisque ces trois livres tournent, d'une certaine manière, autour du penseur du capitalisme, Marx, soit pour le revisiter, soit pour prendre quelque distance par rapport à lui, il ne nous a peut-être pas si abandonnés que ça. Mais, au lieu de nous montrer l'unique direction à suivre, il nous laisse l'inventer. C'est mieux ainsi.